

# Pays-Bas

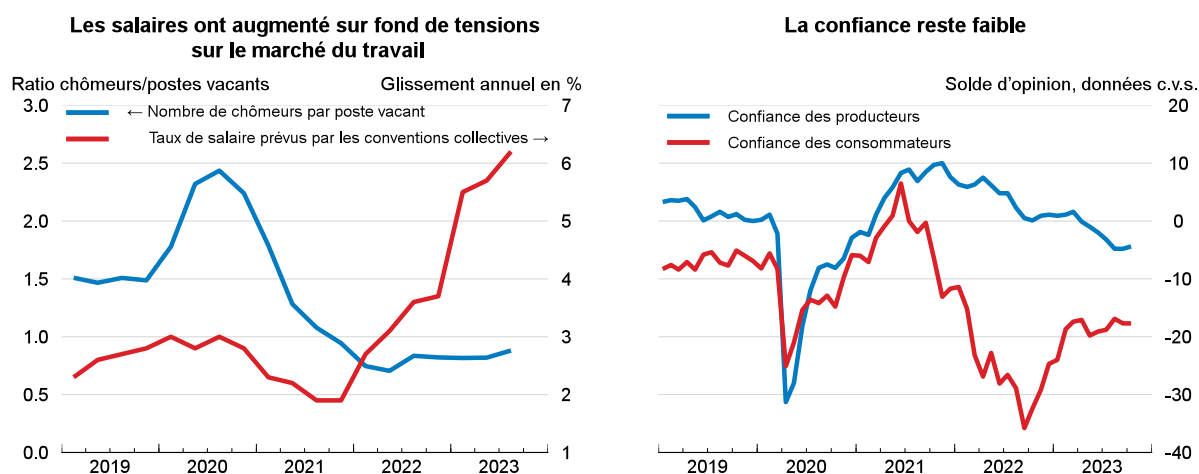
Après s'être contracté de 0.2 % en 2023, le PIB devrait augmenter progressivement et croître de 0.5 % en 2024 puis de 1.1 % en 2025. L'inflation globale devrait refluer à 3.7 % en 2024 et se rapprocher de l'objectif d'ici la fin de 2025. Compte tenu de la persistance de tensions sur le marché du travail, l'inflation sous-jacente restera élevée, s'établissant à 3.9 % en 2024, avant de reculer progressivement pour revenir aux alentours de 2 % avant la fin de 2025. La croissance des exportations devrait s'améliorer en 2024 et 2025 grâce au redressement de la demande extérieure.

L'orientation de la politique budgétaire devrait être modérément restrictive malgré un train de mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages à faible revenu et la hausse des dépenses de défense. À moyen terme, le déficit budgétaire devrait se creuser du fait de l'augmentation des dépenses au titre des charges d'intérêts, de la politique climatique et de la santé. Bien que la prudence budgétaire reste de rigueur, les pouvoirs publics devraient continuer de s'attaquer aux enjeux structurels, en mettant notamment l'accent sur l'accélération de la transition écologique et la réduction des tensions sur le marché du travail.

## L'économie fait face à de sérieux défis en 2023

L'économie s'est contractée au cours des trois premiers trimestres de 2023 sous l'effet de la dégradation du solde commercial et de la diminution de la consommation des ménages. L'inflation globale n'a cessé de refluer depuis avril 2023 sur fond de baisse des prix de l'énergie et de l'alimentation, les prix à la consommation ayant reculé en octobre de 1 % en glissement annuel. L'inflation sous-jacente reste toutefois élevée, s'établissant à 4.7 %, du fait de l'augmentation sensible des taux de salaire prévus par les conventions collectives et de la persistance de tensions sur le marché du travail. La consommation privée reste atone, sachant que la confiance des consommateurs demeure stable, quoiqu'inférieure à sa moyenne sur longue période. La confiance des entreprises n'a cessé de se détériorer, la production dans le secteur industriel s'étant contractée en septembre de 9.3 % en glissement annuel.

## Pays-Bas



Source : Bureau central des statistiques des Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek, CBS) ; et base de données des indicateurs à court terme de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/I57oif>

## Pays-Bas : Demande, production, prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Pays-Bas</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	796.0	6.2	4.4	0.2	0.5	1.1
Consommation privée	335.6	4.4	6.5	0.2	0.2	0.8
Consommation publique	207.4	5.0	1.6	2.7	1.7	1.4
Formation brute de capital fixe	173.1	2.9	1.8	2.7	-1.8	0.2
Demande intérieure finale	716.0	4.2	4.0	1.5	0.2	0.8
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.3	0.4	-0.2	-0.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	716.4	4.6	3.8	0.9	0.1	0.8
Exportations de biens et services	622.0	8.0	4.6	-0.9	0.6	2.3
Importations de biens et services	542.4	6.2	4.0	-0.4	0.2	2.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	79.6	2.0	1.0	-0.5	0.3	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.9	5.6	7.3	3.3	2.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.8	11.6	4.4	3.7	2.4
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.8	4.8	6.7	3.9	2.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.2	3.5	3.6	4.0	4.4
Taux d'épargne nette des ménages <sup>3</sup> (% du revenu disponible)	—	17.0	12.7	12.7	12.7	12.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.2	-0.1	-1.5	-1.9	-2.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	65.8	54.3	54.0	55.0	56.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>4</sup> (% du PIB)	—	51.7	50.1	49.8	50.8	51.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	12.1	9.3	10.2	9.8	10.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

4. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/65au8b>

En tant que petite économie ouverte, les Pays-Bas sont davantage exposés aux perturbations des échanges internationaux. Le ralentissement de la croissance du commerce mondial dans un contexte de tensions géopolitiques accrues, conjugué aux prix élevés de l'énergie et de la montée des incertitudes, a pesé sur l'économie. Les Pays-Bas sont bien intégrés dans le système financier mondial. Les ménages néerlandais étant fortement endettés et le maintien de taux d'intérêt élevés sur une longue période pour contrôler l'inflation peut présenter un risque pour le système financier national.

## Le déficit budgétaire devrait se creuser

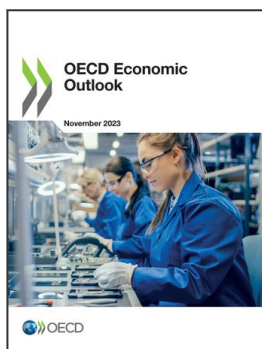
Le déficit budgétaire devrait se creuser progressivement au cours de la période de projection, passant de 1.5 % en 2023 à 2 % du PIB en 2025. L'effet positif de la suppression du plafonnement des prix de l'énergie après décembre 2023 sera atténué par les dépenses prévues relatives aux infrastructures, à la réduction des émissions d'azote et à la politique climatique, ainsi que par l'accroissement des dépenses de défense. En septembre, le gouvernement de transition a également annoncé un ensemble de mesures de lutte contre la pauvreté destinées à soutenir les ménages à faible revenu, dont une révision à la hausse des prestations et de certains crédits d'impôt. Ces mesures, dont le coût budgétaire représente environ 0.3 % du PIB, seront en grande partie financées par un relèvement, inférieur à l'inflation, de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu et par une majoration des droits d'accise prélevés sur l'alcool et le tabac. Le ratio de la dette publique devrait légèrement augmenter et passer de 50 % du PIB en 2023 à 52 % du PIB en 2025.

## La croissance économique va progressivement s'améliorer

La croissance du PIB devrait s'établir à 0.5 % en 2024 puis à 1.1 % en 2025. L'inflation globale devrait augmenter au début de 2024 sous l'effet de pressions à la hausse induites par la suppression du plafonnement des prix de l'énergie, puis elle refluera progressivement, passant de 3.7 % en 2024 à 2.4 % en 2025. La croissance des salaires devrait atteindre 6 % en 2023, avant de se modérer pour s'établir à 5 % en 2024 puis à 4 % en 2025, sur fond de tensions persistantes sur le marché du travail. Dans ce contexte, l'inflation sous-jacente devrait s'avérer persistante, refluant à 3.9 % en 2024 puis à 2.5 % en 2025. L'atonie de la consommation et de l'investissement privés freinera la croissance alors que l'inflation et les taux d'intérêt restent élevés. La demande extérieure devrait s'améliorer à partir de 2024 à mesure que la croissance économique se redresse dans les principaux partenaires commerciaux membres de l'UE. Les perspectives sont entourées de risques considérables. L'aggravation des tensions géopolitiques pourrait nuire à la demande extérieure et à la croissance des exportations. Le nombre de faillites pourrait sensiblement augmenter compte tenu des pressions grandissantes exercées sur les entreprises par la hausse des taux d'intérêt et de l'accentuation de l'incertitude, même si cela pourrait aussi favoriser la réallocation des travailleurs et atténuer les tensions sur le marché du travail à moyen terme. Les ménages à revenu élevé pourraient en outre soutenir la croissance en dépensant une part plus importante de leur excès d'épargne.

## Accroître l'offre de main-d'œuvre devrait constituer une priorité

La situation budgétaire des Pays-Bas est saine, mais le vieillissement démographique et la progression de la transition écologique accentueront les tensions budgétaires à moyen terme. Les dépenses liées au vieillissement de la population devraient à elles seules augmenter d'environ 1.5 point de pourcentage pour atteindre environ 14.5 % du PIB au cours des cinq prochaines années. Il conviendrait que le prochain gouvernement s'attaque aux problèmes structurels de longue date, en s'attachant notamment à augmenter l'offre de main-d'œuvre afin d'atténuer en partie les tensions. Le taux d'emploi est élevé, mais le nombre d'heures travaillées est faible, surtout chez les femmes. Le projet du gouvernement de développer la gratuité des services de garde d'enfants devrait contribuer à rehausser l'offre de main-d'œuvre des mères. L'intégration des prestations existantes, octroyées sous condition de revenu, dans un système moins généreux en prestations et en crédits d'impôt pourrait concourir à accroître le nombre d'heures travaillées, dans la mesure où les avantages nets d'une heure supplémentaire travaillée apparaîtraient ainsi de manière plus évidente. Modifier la composition des politiques actives du marché du travail en faveur de la formation, en les axant en particulier sur les compétences écologiques et numériques, pourrait contribuer à réduire le déséquilibre entre l'offre et la demande de compétences et à accélérer la transition écologique.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/782ab1ee-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.